

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 25 AVRIL 2007

WOENSDAG 25 APRIL 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 58 sous la présidence de Mme Muriel Gerkens.

01 Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "l'évaluation du NEHAP belge" (n° 15135)

01.01 Muriel Gerkens (ECOLO) : La Belgique a lancé en 2003 le National Environment and Health Action Plan (NEHAP). Ont notamment été prévus la préparation d'un plan d'urgence en cas de pic d'ozone ; la recherche d'indicateurs environnement-santé ; un projet concernant la pollution intérieure ; l'intégration des banques de données existantes et une meilleure harmonisation de la recherche scientifique. Où en est ce plan d'action ? Quelles dispositions avez-vous prises par rapport à chacun des points mentionnés ?

01.02 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : Le mérite du NEHAP est de doter d'une vraie structure de coopération les différentes autorités compétentes dans le domaine environnemental et sanitaire.

En 2003, nous avons conclu un accord de coopération créant une cellule permanente "Environnement et Santé" et une conférence interministérielle, que je préside. Elle se réunit une fois par semestre.

Dans ce contexte, des actions ont été lancées. Un plan d'urgence a été établi pour affronter le pic d'ozone. Il concerne le public et les travailleurs impliqués dans les domaines des soins de santé et de la circulation routière.

Un inventaire des indicateurs environnement et santé a été dressé. Un groupe de travail est chargé de développer ces données.

Le projet, "Normes de produits et pollution intérieure" a donné des résultants très intéressants. Les initiatives politiques de pays comme la Finlande et la Suède ont été répertoriées. En collaboration avec des organisations comme l'ONE et "Kind en Gezin", des propositions concrètes ont vu le jour pour l'amélioration de l'environnement dans lequel vivent les enfants.

Le grand mérite du plan d'action est d'avoir mis sur pied une structure de collaboration et d'avoir développé des projets pilotes concrets. Il s'agit d'encourager des initiatives et de permettre une cohérence entre elles.

01.03 Muriel Gerkens (ECOLO) : Votre évaluation est donc positive ? Vous êtes-vous fixé de nouveaux objectifs avec des échéances ou est-ce le prochain gouvernement qui devra négocier avec les

gouvernements régionaux ?

01.04 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Oui, mon évaluation est positive. Les futures négociations seront menées par le prochain gouvernement. Mon objectif actuel est de mener à terme les projets en cours.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- Mme Nathalie Muylle au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les informations relatives à la mauvaise ou la non-utilisation de fonds 'climat'" (n° 15016)

- M. Benoît Drèze au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "la mauvaise utilisation des 'fonds climat'" (n° 15071)

- Mme Muriel Gerken au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les fonds climat" (n° 15115)

02.01 La présidente : Mme Muylle ne sera pas des nôtres.

02.02 Benoît Drèze (cdH) : Au cours des dernières années, 280 millions d'euros ont été investis dans différents fonds "énergie". Le plus important, le fonds Kyoto, compte actuellement environ 100 millions d'euros.

Le 12 avril, en séance plénière, le ministre Vanvelthoven, parlant en votre nom, a indiqué que : "60 des 100 millions d'euros disponibles dans le fonds Kyoto sont affectés à des projets climatiques non polluants et durables menés à l'étranger".

Pouvez-vous nous préciser l'affectation concrète des 40 millions restants ?

Concernant la bonne affectation des moyens disponibles, le ministre Vanvelthoven a répondu que le fonds de réduction du coût global de l'énergie et Fedesco ont atteint leur vitesse de croisière. Je le cite : "Lors du Conseil spécial des ministres des 17 et 18 mars 2007, des tâches et moyens supplémentaires ont été confiés à Fedesco pour installer des panneaux solaires sur les toits des bâtiments publics" (voir *Compte rendu analytique* n° 277 du 12 avril 2007, p. 8).

De quels budgets disposent ces deux fonds et quelle utilisation en font-ils ?

Quels sont les tâches et moyens supplémentaires confiés à Fedesco par le Conseil spécial des ministres des 17 et 18 mars derniers ?

02.03 Muriel Gerken (ECOLO) : Je souhaiterais savoir ce qu'il en est des différents fonds mis en place : le fonds Kyoto qui a débouché sur la société anonyme Fedesco ; le fonds social énergie gaz et électricité en juillet 2003 ; le fonds social mazout en décembre 2004 ; le fonds de réduction du coût global de l'énergie en février 2006 et le fonds des nouvelles technologies renouvelables en juin 2006. Comment s'établissent les budgets et les dépenses de ces différents fonds ? Quels sont les projets concrets en cours ou exécutés ?

02.04 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Je m'étonne que l'on amalgame des fonds, entre autres le fonds social énergie et le fonds social mazout, qui n'ont rien à voir avec la politique climatique et environnementale du gouvernement. Ces fonds ne relèvent pas de ma compétence. Il est vrai que le gouvernement constitue une équipe soudée qui souhaite permettre que des personnes aux revenus très modestes puissent résister aux chocs énergétiques. Je suis d'accord pour soutenir la nécessité d'une action à long terme mais cela ne signifie pas qu'il ne faut rien faire à court terme.

En ce qui concerne la politique environnementale, un fonds Kyoto, créé en 2003 et destiné à financer une partie de la politique fédérale pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, est alimenté chaque année par un montant indexé de 25 millions d'euros. Sur le total de 100 millions d'euros, 60 millions ont été réservés pour l'achat de droits d'émission dans le cadre des projets JI/CDM.

L'année dernière nous avons décidé un budget de 13 millions d'euros de participation dans des projets. Le premier projet se situe au Salvador, les premiers crédits seront disponibles en avril 2008. Des négociations

sont en cours pour deux projets d'éoliennes offshore à Chypre et un projet de biomasse en Inde. Ces contrats sont en phase de finalisation.

En mars 2007, un deuxième tour, suivant les mêmes critères, a été lancé pour un budget total de 22 millions d'euros. D'autre part, un budget de 25 millions a été prévu pour un contrat avec la KfW Bankengruppe (un fonds international de droits d'émission).

Nous négocions actuellement les contrats écologiques avant de payer les droits d'émissions. Ces 60 millions sont donc réservés, mais seront payés en fonction des crédits disponibles.

Pour le grand Fonds Kyoto, un montant de 2,3 millions d'euros est versé annuellement dans le petit Fonds Kyoto, pour financer les frais de la section climat, les coûts du registre national des droits d'émissions, les campagnes de sensibilisation aux « énergivores » et les frais des appels d'offre pour les achats d'émissions.

Il reste 30 millions d'euros pour le Fonds Kyoto. Le gouvernement fédéral s'est engagé en 2004, dans l'accord de coopération avec les Régions, à une réduction de 4,8 millions d'euros entre 2008 et 2012 par mesure interne et à l'achat de 2,46 millions de tonnes d'achats de droits d'émissions pour combler les possibilités des Régions. Il faut donc que le gouvernement fédéral dispose des moyens pour garantir cet engagement. Ce que j'ai fait jusqu'ici, c'est acheter ou engager des moyens nécessaires, et garder une partie en réserve.

En 2004, nous pensions que les émissions globales en Belgique seraient réduites à 98,5 % (par rapport à 1990) pour 2012. Mais en 2005, nous en étions déjà à 97,9 %. Nous devrions donc acheter moins de droits d'émission que l'accord de coopération ne le prévoyait ; au lieu d'y engager les 100 millions de l'an prochain et les 25 millions de l'année suivante, je préfère les garder en réserve, sans y puiser.

Par ailleurs, nous avons recouru au Fonds Kyoto pour financer Fedesco, pour des mesures internes : le Conseil des ministres de Louvain des 17 et 18 mars a ainsi demandé à Fedesco d'installer des panneaux solaires sur les immeubles des autorités fédérales, pour un budget de 2 millions d'euros. Fedesco est aussi autorisé à augmenter sa dette de 5 à 10 millions, sous la garantie du fédéral. Enfin, l'infrastructure des entreprises publiques sera mise à disposition pour le placement de ces panneaux solaires.

Le fonds de réduction du coût global de l'énergie dispose de trois formes de capital : un capital de départ (2,5 millions d'euros), un capital investissements (50 millions) et des moyens de fonctionnement (2 millions par an).

02.05 Benoît Drèze (cdH): Et à quoi cela sert-il ?

02.06 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : À honorer des contrats avec des communes dans le cadre d'un cofinancement ! Le but de ces mesures étant d'investir dans des audits et allocations pour les maisons de familles en difficulté, on a conclu des accords de coopération avec les villes et communes, les CPAS ou autres instances. À côté de l'aide immédiate à ces familles via les fonds sociaux, on essaie de mettre sur pied une aide à long terme de réduction du coût par des investissements en isolation, en efficacité énergétique, etc. via ce fonds.

J'ajoute que les dépenses totales du fédéral dans ce domaine ne viennent pas seulement du Fonds Kyoto ; il faut y ajouter les mesures fiscales, les investissements dans les chemins de fer, les transports publics, l'incitation des fonctionnaires à utiliser les transports en commun, etc. Les mesures fiscales coûtent, à elles seules, 50 millions par an. Le Fonds n'est donc qu'une partie du financement de la notre politique de réduction de gaz à effet de serre.

02.07 Benoît Drèze (cdH) : Si on se limite à la question des fonds, et si je devais défendre ce dossier auprès des citoyens, ce serait bien difficile ! Depuis trois ou quatre ans, des dotations publiques sont mises à

disposition de fonds, mais l'argent n'est pas versé à quelque chose d'utile. On envisage des projets que l'on paiera en 2007-2008.

02.08 Bruno Tobbback, ministre (*en français*) : Non. Cette année, il y aura 25 millions d'euros dans le Fonds Kyoto, et nous avons décidé de dépenser 50 millions pour l'achat de droits d'émission, soit le double.

02.09 Benoît Drèze (cdH) : Vous n'avez pas dépensé, mais engagé. Ce n'est pas la même chose.

02.10 Bruno Tobbback, ministre (*en français*) : C'est un débat de comptables. Si un gouvernement a décidé d'attribuer une certaine somme, cet argent est dépensé. Il ne reste qu'à verser l'argent.

02.11 Benoît Drèze (cdH) : En avril 2008, nous serons à 125 ou 150 millions d'euros. Cette somme sera toujours sur les comptes à la veille du paiement !

02.12 Bruno Tobbback, ministre (*en français*) : J'espère bien ! C'est la même chose que si je contractais un prêt hypothécaire auprès d'une banque.

02.13 Benoît Drèze (cdH) : La deuxième chose difficile à expliquer, c'est que nous nous sommes engagés dans Kyoto mais que pour le fonds climat principal, on achète des droits de polluer dans des PVD.

02.14 Bruno Tobbback, ministre (*en français*) : Il y a une différence entre droits d'émission et droits de polluer ! Les systèmes de JI/CDM permettent d'investir, de financer des projets, de construire des capacités dans des pays qui n'en ont pas les moyens. Si le public ne comprend pas la différence, c'est que vous l'expliquez de façon démagogique et mal intentionnée !

En 2009 ou 2010, nous débattons de l'avenir du protocole de Kyoto et de la deuxième « Commitment period ». Si le gouvernement belge dit alors qu'il n'achète plus de droits d'émission à aucun pays, il n'y aura plus de deuxième « Commitment period » et ce sera terminé avec le protocole de Kyoto.

Beaucoup de PVD soutiennent le système de « Commitment », car il s'agit pour eux d'importer de nouvelles technologies et des énergies durables qu'ils ne sont pas capables de financer eux-mêmes. Le système JI/CDM est contrôlé, supervisé et garantit que ces investissements écologiques et durables profitent aux pays en question. Pourquoi une partie des engagements d'un pays européen ne pourraient-ils être couverts par ce genre de mécanisme, à condition que ce ne soit pas à 100% ? En Belgique, nous avons décidé d'accomplir ainsi un tiers de nos obligations. Les deux tiers restants doivent consister en des efforts internes.

02.15 Benoît Drèze (cdH) : Certes, installer deux éoliennes à Chypre ou un projet biomasse en Inde est plus sympathique qu'un droit de polluer pur et simple ! Mais dans les deux cas, ces budgets n'amènent pas à modifier nos comportements ! Voilà pour les 60 premiers millions ; pour les 40 millions restants, vous dites qu'ils sont destinés à des mesures internes.

02.16 Bruno Tobbback, ministre (*en français*) : Non ! Il reste 30 millions, car 10 millions sont dépensés pour d'autres mesures (Fedesco, etc.). Ces 30 millions devront être réservés, pour le cas où les mesures internes ne suffiraient pas et que nous serions obligés d'acheter des droits d'émission.

Je préférerais bien sûr ne pas devoir utiliser ces droits d'émission, si la Belgique dépasse ses objectifs de 2004. Mais je ne suis pas encore certain que nous y arrivions et nous devons remplir nos obligations.

02.17 Benoît Drèze (cdH) : Les changements de comportements chez nous sont le socle le plus important à atteindre. L'argent doit être alloué prioritairement aux mesures internes.

02.18 Bruno Tobbback, ministre (*en français*) : Les mesures internes fonctionnent. En 2005, la Belgique était 2,1% en dessous de nos émissions de 1990. Depuis, beaucoup d'argent a été injecté dans des mesures internes.

02.19 Muriel Gerkens (ECOLO) : Où en est la mise en place d'indicateurs pour nous permettre d'évaluer l'efficacité des mesures ?

Les sommes réservées servent majoritairement à nous prémunir contre un éventuel non respect de nos engagements, au lieu de nous concentrer sur des objectifs internes.

Le faible capital de Fedesco est arrivé bien tard, et seuls huit bâtiments ont été inspectés puis adaptés, ce qui est trop lent.

Vous avez suivi la décision de la Commission européenne de refuser la demande trop élevée de droits d'émission par les Régions. Les Régions ont-elles introduit une nouvelle demande inférieure à la précédente ?

02.20 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Le délai pour introduire un recours devant la Cour européenne de Justice est écoulé. Il n'y aura pas d'actions judiciaires contre les décisions de la Commission, qui devront être respectées. Les Régions n'auront pas le choix.

Ce matin, au Comité de concertation, nous avons travaillé sur les indicateurs devant permettre d'évaluer les mesures prises aux niveaux fédéral et régional. Un groupe de travail sera organisé à cet effet. L'évaluation et les pronostics sont difficiles à établir, étant données les différentes politiques mises en œuvre aux différents niveaux.

J'insiste une fois encore car j'ai l'impression qu'on ne veut pas comprendre ce que je dis : l'essentiel des engagements du fédéral, les deux tiers au moins, consiste en des mesures internes. L'achat de droits d'émission dans le cadre des mécanismes de Kyoto représente au maximum un tiers des actions entreprises, et pourrait même représenter moins, mais je ne peux pas prévoir l'évolution jusqu'en 2012, c'est pourquoi je suis obligé de réserver cet argent.

Je suis persuadé, d'ailleurs, que les mesures externes sont absolument nécessaires pour installer un mécanisme international de réduction de gaz à effet de serre. Si la Belgique arrêta complètement ses émissions aujourd'hui, cela n'aurait qu'un effet minime (moins d'un pour cent) sur les émissions globales. Le système d'achats de droits d'émission engage tout le monde à agir. Arrêtons donc de dire qu'il est honteux d'y participer !

02.21 Muriel Gerkens (ECOLO) : Je suis d'accord avec cela, mais il faut vérifier que la coopération au développement n'intègre pas ces budgets-là pour atteindre les 0,7 % du budget consacré au développement.

Si on relançait la phase à chaud à Liège, comme on en a récemment entendu parler, on augmenterait beaucoup les émissions de CO₂.

03 Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les visites dans les écoles dans le cadre de la campagne autour du changement climatique" (n° 15152)

03.01 Muriel Gerkens (ECOLO) : Vous avez présenté une « farde climat » consacrée au changement climatique dans un établissement scolaire à Ganshoren. Vous avez également participé à la campagne européenne « Climate Change » et à des introductions au film d'Al Gore. Combien d'écoles avez-vous visité au total dans les réseaux néerlandophone, francophone et germanophone ? Quel budget cela représente-t-il ?

03.02 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Je participe au lancement de nouvelles initiatives comme celles du WWF à Ganshoren. J'ai également donné le coup d'envoi à la campagne européenne. Mais ce n'est pas moi qui réalise la sensibilisation dans les écoles. Les frais de déplacements liés à ces activités entrent dans la comptabilité générale de mon cabinet. Sous réserve des contraintes de déplacement et de disponibilité, je suis ouvert à tout le monde.

03.03 Muriel Gerkens (ECOLO) : Ces initiatives sont positives. Je voulais vous interroger car je n'avais pas trouvé d'écho à la « farde climat » dans les écoles francophones.

Le **président** : La question n° 14561 de Mme Colette Burgeon sera posée cet après midi à 14 h 00.

L'incident est clos.

La réunion est levée à 11 h 53.

De vergadering wordt geopend om 10.58 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de evaluatie van het Belgische NEHAP" (nr. 15135)

01.01 Muriel Gerkens (ECOLO): België ging in 2003 met het *National Environment and Health Plan* (NEHAP) van start. Dat plan houdt onder meer de voorbereiding in van een noodplan in geval van ozonpieken, het uitwerken van milieu-gezondheidsindicatoren, een project inzake vervuiling binnenshuis, de integratie van de bestaande databanken en een betere onderlinge afstemming van het wetenschappelijk onderzoek. Hoever staat dat actieplan? Welke maatregelen heeft u met betrekking tot elk van die punten genomen?

01.02 Minister Bruno Tobback (Frans): Het voordeel van het National Environment and Health Action Plan (NEHAP) is dat het aan de verschillende overheden die bevoegd zijn voor milieu en gezondheid een echte samenwerkingsstructuur biedt.

In 2003 hebben we een samenwerkingsovereenkomst afgesloten die geleid heeft tot de oprichting van een permanente cel 'Milieu en Gezondheid', en van een interministeriële conferentie waarvan ik voorzitter ben. De conferentie komt een keer per semester samen.

In dat kader zijn er bepaalde acties op het getouw gezet. We hebben een noodplan opgesteld om de ozonpieken correct aan te pakken. Bij overschrijding van de drempelwaarden worden het publiek en de werknemers die werkzaam zijn in de gezondheidszorg of die vaak in contact komen met het wegverkeer op de hoogte gebracht.

Er werd ook een inventaris opgesteld van de milieu- en gezondheidsindicatoren. Een werkgroep heeft als taak gekregen om die gegevens verder uit te werken.

Het project inzake productnormen en vervuiling binnenshuis heeft erg interessante resultaten opgeleverd. Er werd een lijst opgesteld van politieke initiatieven, met name van Finland en Zweden. In samenwerking met organisaties zoals de ONE (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap) en Kind en Gezin werden concrete voorstellen gedaan om de leefomgeving van kinderen te verbeteren.

De grote verdienste van het actieplan is de ontwikkeling van een samenwerkingsstructuur en concrete proefprojecten. Het komt erop aan initiatieven aan te moedigen en de nodige onderlinge samenhang tot stand te brengen.

01.03 Muriel Gerkens (ECOLO): Uw evaluatie is dus positief? Hebt u nieuwe doelstellingen vastgelegd die binnen bepaalde termijnen moeten worden bereikt of zal de volgende regering daarover moeten onderhandelen met de gewestregeringen?

01.04 Minister Bruno Tobback (Frans): Ja, mijn evaluatie is positief. De volgende regering zal de toekomstige onderhandelingen voeren. Mijn huidige doelstelling bestaat erin de lopende projecten tot een goed einde te brengen.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Nathalie Muylle aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de

berichten in verband met het niet of verkeerd gebruiken van klimaatfondsen" (nr. 15016)

- de heer Benoît Drèze aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het verkeerd gebruik van de 'klimaatfondsen'" (nr. 15071)

- mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de klimaatfondsen" (nr. 15115)

02.01 De voorzitter: Mevrouw Muylle kan niet aanwezig zijn.

02.02 Benoît Drèze (cdH): De jongste jaren werd 280 miljoen euro geïnvesteerd in allerlei "energiefondsen". Het belangrijkste fonds, het Kyotofonds, beschikt thans over een bedrag van circa 100 miljoen euro.

In de plenaire vergadering van 12 april jongstleden verklaarde minister Vanvelthoven namens u: "Van de 100 miljoen euro in het Fonds wordt 60 miljoen euro aangewend voor schone en duurzame klimaatprojecten in het buitenland".

Kan u aangeven hoe het resterende bedrag van 40 miljoen concreet wordt besteed?

Wat de degelijke besteding van de beschikbare middelen betreft, antwoordde minister Vanvelthoven dat het fonds ter reductie van de totale energiekost en Fedesco op kruissnelheid gekomen zijn. Ik citeer hem: "Tijdens de bijzondere Ministerraad van 17 en 18 maart 2007 werden bijkomende taken en middelen aan Fedesco toegewezen voor de plaatsing van zonnepanelen op de daken van overheidsgebouwen" (cf. Beknopt Verslag nr. 277 van 12 april 2007, p. 8).

Hoeveel geld zit er in beide fondsen en hoe worden die middelen besteed?

Welke bijkomende taken en middelen werden tijdens de Ministerraad van 17 en 18 maart jongstleden aan Fedesco toegewezen?

02.03 Muriel Gerkens (ECOLO): Ik zou graag vernemen hoe het staat met de verschillende fondsen die werden opgericht: het Kyotofonds, dat aan de basis lag van de nv Fedesco, het sociaal energiefonds voor gas en elektriciteit dat in juli 2003 werd opgericht, het sociaal stookoliefonds dat van december 2004 dateert, het fonds ter reductie van de globale energiekost dat in februari 2006 van start ging en het fonds voor hernieuwbare technologieën dat er in juni 2006 kwam. Hoe staat het met de begrotingen en met de uitgaven van die verschillende fondsen? Welke concrete projecten zijn aan de gang of werden intussen uitgevoerd?

02.04 Minister Bruno Tobbacq (Frans): Het verwondert me dat hier allerlei fondsen, zoals het sociaal energiefonds en het sociaal stookoliefonds, die niets met het klimaat- en het milieubeleid van de regering te maken hebben, op één hoop worden gegooid. Die fondsen vallen niet onder mijn bevoegdheid. De regering vormt natuurlijk een hecht team, dat mensen met een zeer beperkt inkomen wil beschermen tegen al te grote schommelingen van de energieprijzen. Ik ben het met u eens dat er nood is aan een langetermijnbeleid, maar dat wil niet zeggen dat we geen maatregelen op korte termijn moeten nemen.

Wat het milieubeleid betreft wordt een Kyotofonds, dat in 2003 werd gecreëerd met het doel een gedeelte van het federaal beleid voor de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen te financieren, elk jaar gespijsd met een geïndexeerd bedrag van 25 miljoen euro. Op een totaal van 100 miljoen euro werd 60 miljoen voorbehouden om emissierechten aan te kopen in het kader van de projecten JI/CDM.

Vorig jaar hebben wij een begroting van 13 miljoen euro goedgekeurd als bijdrage in projecten. Het eerste project betreft El Salvador en de eerste kredieten zullen in april 2008 beschikbaar zijn. Er worden momenteel onderhandelingen gevoerd voor twee offshore windmolenprojecten in Cyprus en een biomassa-project in India. Aan deze contracten wordt de laatste hand gelegd.

In maart 2007 werd een tweede ronde opgestart volgens dezelfde criteria voor een budget van in totaal 22 miljoen euro. Anderzijds werd een budget van 25 miljoen gepland voor een contract met KfW Bankengruppe (een internationaal fonds van emissierechten).

We onderhandelen thans over de milieuovereenkomsten vooraleer we de emissierechten betalen. Die 60 miljoen hebben we dus opzijgezet, maar we zullen ze in functie van de beschikbare kredieten uitbetalen.

Voor het grote Kyotofonds wordt er jaarlijks voor de financiering van de kosten verbonden aan de groep klimaat, het nationaal register van de emissierechten, de sensibiliseringscampagnes voor de grote 'energieverslinders' en de offerteaanvragen voor de aankoop van emissierechten een bedrag van 2,3 miljoen euro in het kleine Kyotofonds gestort.

Er blijft dus 30 miljoen voor het Kyotofonds over. In het samenwerkingsakkoord van 2004 met de Gewesten heeft de regering zich verbonden tot een daling met 4,8 miljoen euro tussen 2008 en 2012 per interne maatregel en de aankoop van 2,46 miljoen ton van de aankopen van emissierechten teneinde de mogelijkheden van de Gewesten aan te vullen. De federale regering moet derhalve over de nodige middelen beschikken om die belofte waar te maken. Tot heden heb ik de nodige middelen aangekocht of vastgelegd en een deel ervan opzijgezet.

In 2004 dachten wij dat de totale uitstoot in België tegen 2012 tot 98,5 procent zou zijn teruggebracht (in vergelijking met 1990). Maar in 2005 zaten wij al aan 97,9 procent. Wij zouden dus minder emissierechten moeten aankopen dan in het samenwerkingsakkoord bepaald was; in plaats van de 100 miljoen van volgend jaar en de 25 miljoen voor het jaar daarna uit te geven, verkies ik dat geld opzij te zetten en het niet te gebruiken.

Voorts hebben wij geld van het Kyotofonds gebruikt voor de financiering van Fedesco, voor binnenlandse maatregelen: zo heeft de Ministerraad van Leuven van 17 en 18 maart 2007 Fedesco belast met de plaatsing van zonnepanelen op de daken van gebouwen van de federale overheid, voor een bedrag van 2 miljoen euro. Fedesco krijgt ook de toelating om zijn schuld met 5 tot 10 miljoen te laten aangroeien, met borgstelling door de federale overheid. Ten slotte zal voor de plaatsing van die zonnepanelen gebruik kunnen worden gemaakt van de infrastructuur van de overheidsbedrijven.

Het fonds ter reductie van de globale energiekost beschikt over drie vormen van kapitaal: een startkapitaal van 2,5 miljoen euro, een investeringskapitaal van 50 miljoen euro en werkmiddelen ten bedrage van 2 miljoen euro per jaar.

02.05 Benoît Drèze (cdH): En hoe wordt dat kapitaal besteed?

02.06 Minister Bruno Tobbacq (Frans): Het geld wordt gebruikt om de contracten die in het kader van een medefinanciering met de gemeenten werden afgesloten, na te komen! Vermits we middels die maatregelen in audits en uitkeringen voor gezinnen met financiële problemen willen voorzien, hebben we samenwerkingsakkoorden gesloten met de steden en de gemeenten, de OCMW's en andere instanties. We verstrekken niet alleen rechtstreekse hulp aan die gezinnen via de sociale fondsen, we trachten hen ook op lange termijn bij te staan bij het beperken van hun energiekosten door middel van investeringen in woningisolatie, energie-efficiency, enz. via dat fonds.

Ik wil er tevens op wijzen dat de totale uitgaven van de federale regering op dat vlak niet alleen uit het Kyotofonds voortvloeien; men moet er nog de fiscale maatregelen, de investeringen in het spoorwegnet en het openbaar vervoer, de stimulansen voor ambtenaren om het openbaar vervoer te gebruiken, enz. aan toevoegen. De fiscale maatregelen alleen kosten jaarlijks vijftig miljoen euro. Het Fonds financiert dus maar gedeeltelijk ons beleid om de uitstoot van broeikasgassen terug te dringen.

02.07 Benoît Drèze (cdH): Indien men zich tot de kwestie van de fondsen beperkt en ik dat dossier bij de burgers zou moeten verdedigen, zou me dat heel wat moeite kosten! Sinds drie à vier jaar worden er overheidsdotaties ter beschikking van fondsen gesteld, maar dat geld wordt niet aan iets nuttigs besteed. Men stelt projecten op die men in 2007-2008 zal betalen.

02.08 Minister Bruno Tobbacq (Frans): Nee. Dit jaar zal het Kyoto-fonds over 25 miljoen euro beschikken en we hebben beslist voor 50 miljoen emissierechten aan te kopen, wat een verdubbeling is.

02.09 Benoît Drèze (cdH): U heeft niets uitgegeven, maar enkel uitgaven vastgelegd. Dat is niet hetzelfde.

02.10 Minister Bruno Tobbacq (Frans): Dat is boekhoudkundige muggenzifterij. Indien een regering beslist heeft om een bepaalde som toe te wijzen, is dat geld in feite uitgegeven. Het moet enkel nog gestort worden.

02.11 Benoît Drèze (cdH): In april 2008 zal dat bedrag tot 125 of 150 miljoen euro gestegen zijn en zal het daags voor de betaling nog steeds op de rekeningen staan!

02.12 Minister Bruno Tobbacq (*Frans*): Laat het ons hopen! Men kan het vergelijken met het afsluiten van een hypothecaire lening bij een bank.

02.13 Benoît Drèze (cdH): Een tweede zaak die moeilijk te begrijpen valt is dat we gebonden zijn aan het Verdrag van Kyoto maar dat we voor het voornaamste klimaatfonds vervuiliingsrechten kopen in ontwikkelingslanden.

02.14 Minister Bruno Tobbacq (*Frans*): Er is een verschil tussen uitstootrechten en vervuiliingsrechten! De JI/CDM-systemen maken het mogelijk om te investeren, om projecten te financieren, om mogelijkheden op te bouwen in landen die niet over de nodige middelen beschikken. Als de mensen het verschil niet begrijpen, komt dat door uw demagogische en kwaadwillige uitleg!

In 2009 of 2010 zullen we de toekomst van het Kyotoprotocol en ook de tweede "Commitment period" bespreken. Als de Belgische regering op dat moment zegt dat ze bij geen enkel land nog uitstootrechten koopt, zal er geen tweede 'Commitment period' zijn en zal het afgelopen zijn met Kyoto.

Veel ontwikkelingslanden ondersteunen het 'Commitment' systeem, want op die manier kunnen ze nieuwe technologieën en duurzame energievormen importeren die ze niet zelf kunnen financieren. Het JI/CDM-systeem wordt gecontroleerd en geleid en biedt ons de waarborg dat die ecologische en duurzame investeringen de landen in kwestie ook effectief ten goede komen. Waarom zouden de engagementen van een Europees land niet ten dele kunnen gedekt worden door dit mechanisme, op voorwaarde dat het niet voor 100 procent is? In België hebben we beslist om zo één derde van onze verplichtingen na te komen. De overige twee derde moeten komen van onze eigen inspanningen.

02.15 Benoît Drèze (cdH): De installatie van twee windmolens op Cyprus of de lancering van een biomassaproject in India is natuurlijk een stuk sympathieker dan de aankoop van een recht om te vervuilen! In geen van beide gevallen leiden die investeringen echter tot een gedragswijziging! Zo wordt dus de eerste schijf van 60 miljoen besteed; de resterende 40 miljoen is volgens u bestemd voor interne maatregelen.

02.16 Minister Bruno Tobbacq (*Frans*): Neen! Er blijft 30 miljoen over, omdat 10 miljoen voor andere maatregelen (Fedesco, enz.) wordt aangewend. Die 30 miljoen zal moeten worden opzijgezet voor het geval dat de interne maatregelen niet zouden volstaan en we ons verplicht zouden zien om emissierechten aan te kopen.

Ik zou die emissierechten natuurlijk liever niet moeten gebruiken; dat zou immers betekenen dat België zijn doelstellingen van 2004 heeft overschreden. Ik ben er echter nog niet zeker van dat we de vooropgestelde normen zullen halen en we moeten ook onze verplichtingen nakomen.

02.17 Benoît Drèze (cdH): Een mentaliteitswijziging bij de Belgische bevolking is het belangrijkste doel dat we moeten verwezenlijken. Het geld moet in de eerste plaats in interne maatregelen worden geïnvesteerd.

02.18 Minister Bruno Tobbacq (*Frans*): De interne maatregelen werken goed. In 2005 lag de uitstoot in België 2,1 procent lager dan in 1990. Sindsdien hebben we heel wat middelen gepompt in interne maatregelen.

02.19 Muriel Gerkens (ECOLO): Hoever staat het met de ontwikkeling van de indicatoren op basis waarvan we de doeltreffendheid van de maatregelen kunnen beoordelen?

De uitgetrokken bedragen dienen vooral om ons in te dekken tegen een eventuele niet-naleving van onze verbintenissen, in plaats van ons op interne doelen te richten.

Het beperkte kapitaal van Fedesco werd rijkelijk laat bijeengebracht en er werden slechts acht gebouwen geïnspecteerd en vervolgens aangepast. Dat is te traag.

U hebt de beslissing van de Europese Commissie om de te grote vraag naar emissierechten van de Gewesten af te wijzen, gevolgd. Hebben de Gewesten ondertussen een bescheidener vraag ingediend?

02.20 Minister **Bruno Tobback** (*Frans*): De termijn voor de indiening van een beroep bij het Europees Hof van Justitie is verstreken. Er zullen geen juridische stappen worden ondernomen tegen de beslissingen van de Commissie, die in acht zullen moeten worden genomen. De Gewesten zullen geen keuze hebben.

Vanochtend, in het Overlegcomité, hebben wij ons gebogen over de indicatoren die een evaluatie van de federale en gewestelijke maatregelen mogelijk moeten maken. Daartoe zal een werkgroep worden opgericht. De evaluatie en het opstellen van de prognoses zullen heel wat voeten in de aarde hebben, gelet op de diverse beleidsmaatregelen die door de uiteenlopende niveaus worden geïmplementeerd.

Ik herhaal het nog maar eens, want ik heb de indruk dat men mij niet wil begrijpen: de essentie van de federale verbintenissen, minstens twee derde ervan, bestaat uit interne maatregelen. De aankoop van emissierechten in het kader van de Kyotomechanismen vertegenwoordigt hoogstens een derde van de genomen maatregelen en het zou zelfs minder kunnen zijn. Ik kan echter niet voorspellen hoe een en ander tegen 2012 zal evolueren en ben om die reden verplicht dat geld te reserveren.

Ik ben er anderzijds van overtuigd dat externe maatregelen absoluut noodzakelijk zijn om een internationaal mechanisme voor het terugdringen van de uitstoot van broeikasgassen uit te werken. Indien België zijn uitstoot vandaag volledig zou stopzetten, zou dat slechts een verwaarloosbaar effect hebben (minder dan 1 procent) op de totale uitstoot. De regeling betreffende de aankoop van emissierechten zet iedereen aan tot actie. We moeten er dan ook mee ophouden te zeggen dat het een schande is daaraan deel te nemen!

02.21 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Daarmee ben ik het eens, maar ik zal nagaan of Ontwikkelingssamenwerking die middelen niet in zijn begroting opneemt om de norm van 0,7 procent van de begroting te bereiken die aan ontwikkelingshulp dient te worden besteed.

Als de warme fase in Luik opnieuw wordt opgestart, zoals recent werd beweerd, zal de uitstoot van CO₂ aanzienlijk toenemen.

03 **Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het bezoek aan scholen in het kader van de campagne over de klimaatverandering" (nr. 15152)**

03.01 **Muriel Gerkens** (ECOLO): U heeft in een school in Ganshoren een 'klimaatmap' over de klimaatverandering voorgesteld. U heeft tevens deelgenomen aan de Europese campagne 'Climate Change' en inleidingen tot de film van Al Gore. Hoeveel scholen uit het Nederlandstalige, Duitstalige en Franstalige onderwijs heeft u in totaal bezocht? Hoeveel heeft dat gekost?

03.02 Minister **Bruno Tobback** (*Frans*): Ik neem deel aan het opstarten van nieuwe initiatieven zoals die van het WWF in Ganshoren. Ik heb ook het startschot gegeven voor de Europese campagne. Maar ik organiseer geen sensibilisering in de scholen. De kostprijs van de verplaatsingen voor die activiteiten wordt ingeschreven in de algemene boekhouding van mijn kabinet. Onder voorbehoud van verplaatsingsbeperkingen en beschikbaarheid sta ik open voor iedereen.

03.03 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Het zijn positieve initiatieven. Ik wou u hierover ondervragen want ik had in de Franstalige scholen nog niets opgevangen over de 'klimaatmap'.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14561 van mevrouw Colette Burgeon zal deze namiddag om 14.00 uur worden gesteld.

Het incident is gesloten.

De vergadering wordt gesloten om 11.53 uur.